LODJ

livre Rose

SOUVERAINETÉ STRATÉGIQUE

réduire les dépendances pour garder la capacité de choisir

Décryptage des 20 mesures du cinquième axe du programme législatif 2026-2031 du Parti de l'Istiqlal

UNE PUBLICATION DE LA RÉDACTION DE **L'ODJ MÉDIA**
Septembre 2026

SOMMAIRE

Avant-propos - La souveraineté change de contenu

1. Une « Boussole nationale de souveraineté » pour savoir de quoi le Maroc dépend

2. Stockage stratégique : préparer les ruptures avant qu'elles ne surviennent

3. Dette extérieure : la souveraineté financière comme marge de manoeuvre

4. « L'eau d'abord » : faire de la rareté une règle d'arbitrage

5. Énergie : 50 % de contenu local en 2031

6. Carbone : financer la transformation plutôt que subir la contrainte

7. Marchés publics : donner 30 % de poids à la valeur produite au Maroc

8. Automobile et aéronautique : passer de l'assemblage à l'intégration

9. Design, propriété intellectuelle, marques : produire marocain ne suffit plus

10. Coupe du monde 2030 : transformer les grands chantiers en héritage industriel

11. Phosphate et ressources minières : monter en gamme plutôt qu'exporter la matière

12. Défense : construire un écosystème industriel national

13. Intelligence artificielle : de l'université à l'industrialisation

14. Données et systèmes vitaux : la souveraineté numérique devient infrastructure

15. Cybersécurité : construire un écosystème, pas seulement une défense

16. De la semence à l'assiette : identifier les produits alimentaires souverains

17. Médicament et vaccins : sécuriser les principes actifs

18. Information et données publiques : la confiance devient souveraineté

19. Marocains du monde : faire de la diaspora un levier stratégique

20. Atlantique et flotte marchande : maîtriser davantage les routes de l'échange

21. Ce que les 20 mesures racontent ensemble

22. Les questions que la campagne doit encore documenter

Conclusion - La souveraineté comme liberté d'action

By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UN MOTEUR DE RECHERCHE,

mais elle trouve ce qui compte vraiment.

Chercher n'est pas comprendre.
Nous allons **à l'essentiel.**

WWW.LODJ.MA

NOTE ÉDITORIALE

Ce Livre rose est une publication de la rédaction de L'ODJ Média. Il propose une lecture journalistique, pédagogique et analytique du cinquième axe du programme législatif 2026-2031 du Parti de l'Istiqlal. Il ne constitue ni une publication officielle du Parti, ni une reproduction de son programme, ni un document de campagne produit par le Parti. Les propositions attribuées au Parti sont celles figurant dans les documents sources consultés. La version française utilisée est une traduction provisoire de travail et ne se substitue pas au texte original en arabe.

AVANT-PROPOS

La souveraineté change de contenu

Le dernier axe du programme est aussi celui qui élargit le plus la notion de souveraineté. Celle-ci ne se limite plus à la défense du territoire ou à la diplomatie.

Elle englobe la capacité du pays à sécuriser l'eau, l'énergie, les produits vitaux, le financement, l'industrie, les technologies, les données, l'alimentation, les médicaments, les routes commerciales et même l'information.

Cette extension répond directement au diagnostic exposé dans le discours de présentation du programme : plusieurs certitudes de l'ancien ordre économique mondial sont devenues fragiles. Les marchés peuvent se fermer, l'énergie peut devenir plus chère, l'eau et l'alimentation peuvent manquer, la technologie peut bouleverser l'emploi et la stabilité internationale n'est plus un acquis.

Le cinquième axe propose donc 20 mesures. Leur fil conducteur n'est pas l'autarcie. Il s'agit plutôt de réduire les dépendances jugées critiques afin que le Maroc conserve une marge de choix lorsque l'environnement extérieur se dégrade.

UNE « BOUSSOLE NATIONALE DE SOUVERAINETÉ »

pour savoir de quoi le Maroc dépend

La première mesure propose de créer une Boussole nationale de souveraineté afin d'identifier et de réduire les dépendances.

C'est une mesure de méthode avant d'être une mesure sectorielle.

L'idée est structurante : on ne peut pas réduire une dépendance que l'on ne mesure pas.

Une telle boussole devrait logiquement permettre d'identifier les produits, technologies, matières premières, infrastructures ou financements dont l'interruption créerait une vulnérabilité majeure.

Le programme ne précise pas encore les indicateurs, la gouvernance ou la fréquence de mise à jour de cet outil. Sa crédibilité dépendra de sa capacité à hiérarchiser les risques plutôt qu'à produire une liste indifférenciée de dépendances.

STOCKAGE STRATÉGIQUE

préparer les ruptures avant qu'elles ne surviennent

La deuxième mesure prévoit une loi-cadre sur le stockage stratégique des produits vitaux.

Le principe est celui de la résilience : certains biens doivent pouvoir rester disponibles même lorsque les circuits ordinaires d'approvisionnement sont perturbés.

Le document source ne dresse pas la liste des produits concernés ni les volumes de réserve. C'est précisément ce que la future loi-cadre devra clarifier : quelles catégories sont vitales, qui constitue les stocks, qui les contrôle, comment ils tournent et dans quelles circonstances ils peuvent être mobilisés.

Le stockage stratégique coûte. Mais l'absence de réserve peut coûter beaucoup plus lors d'une rupture.

L'enjeu est donc de définir le bon niveau de sécurité sans immobiliser inutilement des ressources.

DETTE EXTÉRIEURE

la souveraineté financière comme marge de manoeuvre

La troisième mesure veut renforcer la souveraineté financière et monétaire et fixer un plafond à l'endettement extérieur.

Le programme établit ici un lien direct entre dette et capacité de décision.

Le document ne précise pas le niveau du plafond, son mode de calcul ni les éventuelles exceptions. Il serait donc prématuré d'en déduire une doctrine budgétaire complète.

La question politique est néanmoins claire : à partir de quel niveau une dépendance au financement extérieur commence-t-elle à limiter la liberté d'arbitrage d'un pays ?

La réponse devra concilier discipline financière, besoins d'investissement et capacité à financer les transformations économiques et sociales.

« L'EAU D'ABORD »

faire de la rareté une règle d'arbitrage

La quatrième mesure propose de sécuriser les ressources en eau, de diversifier leurs sources et d'appliquer la règle « l'eau d'abord ».

Elle place la ressource hydrique au sommet des arbitrages de souveraineté.

La formule est forte mais demande à être traduite.

Eau potable, agriculture, industrie, énergie, tourisme et développement urbain peuvent entrer en concurrence.

Dire « l'eau d'abord » suppose donc de définir des priorités, d'améliorer l'efficacité des usages et de diversifier les ressources.

Le programme ne détaille pas ici les instruments. Mais il inscrit clairement la sécurité hydrique dans la sécurité stratégique du pays.

ÉNERGIE

50 % de contenu local en 2031

La cinquième mesure fixe un objectif chiffré : porter le contenu local des projets énergétiques à 50 % à l'horizon 2031.

L'enjeu n'est donc plus seulement de produire davantage d'énergie au Maroc, mais de produire davantage de valeur marocaine autour de cette énergie.

Le contenu local peut concerner l'ingénierie, les équipements, la maintenance, les composants, les services ou les compétences.

Le document ne détaille pas la méthode de calcul de ce taux de 50 %.
Ce point sera essentiel.

Un objectif de contenu local n'a de portée industrielle que si sa définition est stable, contrôlable et compatible avec la montée en compétence des entreprises nationales.

CARBONE

financer la transformation plutôt que subir la contrainte

La sixième mesure prévoit un mécanisme national souverain de tarification du carbone destiné à financer la transformation de l'industrie.

Le programme relie ainsi politique climatique, compétitivité et souveraineté industrielle.

L'idée est de transformer une contrainte environnementale en outil de modernisation productive. Mais le document ne précise ni l'assiette, ni le prix, ni les secteurs concernés, ni les modalités de redistribution des recettes.

La question sera décisive pour les entreprises exportatrices : comment réduire l'empreinte carbone tout en préservant la compétitivité et en finançant les investissements nécessaires ?

MARCHÉS PUBLICS

donner 30 % de poids à la valeur produite au Maroc

La septième mesure attribue un poids de 30 % au critère de la valeur produite au Maroc dans les marchés publics.

C'est l'une des propositions les plus directement opérationnelles de l'axe.

Le marché public devient ici un instrument de politique industrielle.

Le prix ne serait plus le seul critère déterminant : la contribution à la valeur nationale entrerait explicitement dans l'évaluation.

Reste à définir ce que recouvre exactement la « valeur produite au Maroc » : emploi, composants, ingénierie, propriété intellectuelle, fiscalité, sous-traitance ou combinaison de ces éléments.

Sans méthodologie robuste, le chiffre de 30 % risquerait de rester formel.

AUTOMOBILE ET AÉRONAUTIQUE

passer de l'assemblage à l'intégration

La huitième mesure prévoit des contrats sectoriels contraignants pour l'automobile et l'aéronautique avec des taux d'intégration progressifs. Elle traduit une ambition de montée dans les chaînes de valeur.

L'objectif n'est plus seulement d'attirer une production industrielle, mais d'augmenter la part des composants, compétences et services réalisés localement.

Le caractère « contraignant » des contrats est important : il suppose des engagements mesurables.

Le programme ne fournit pas les taux cibles ni les calendriers sectoriels. Ceux-ci seront nécessaires pour juger la progression réelle de l'intégration.

DESIGN, PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE, MARQUES

produire marocain ne suffit plus

La neuvième mesure propose un Fonds national pour le design, la propriété intellectuelle et les marques marocaines. Elle déplace la souveraineté industrielle vers les actifs immatériels.

Un pays peut fabriquer beaucoup tout en captant une part limitée de la valeur si le design, la marque, le brevet ou la technologie appartiennent ailleurs.

Le programme semble vouloir agir précisément sur ce maillon.

Le défi sera de relier ce fonds aux entreprises, aux universités, aux créateurs et aux exportateurs, et d'éviter qu'il ne devienne un guichet supplémentaire sans stratégie de valorisation.

COUPE DU MONDE 2030

transformer les grands chantiers en héritage industriel

La dixième mesure prévoit une charte contraignante pour les grands chantiers et l'héritage de la Coupe du monde 2030 au bénéfice des entreprises nationales.

Le terme « héritage » est central.

Les investissements exceptionnels liés à un grand événement peuvent produire des infrastructures, mais aussi des compétences, des références, des entreprises plus solides et des capacités exportables.

Le programme ne précise pas les obligations de la charte. L'enjeu sera de définir des critères de participation nationale compatibles avec la qualité, les délais et les standards internationaux.

PHOSPHATE ET RESSOURCES MINIÈRES

monter en gamme plutôt qu'exporter la matière

La onzième mesure veut faire monter en gamme la chaîne de valeur des ressources minières, au premier rang desquelles le phosphate.

La logique est classique mais stratégique : plus la transformation est réalisée sur le territoire, plus le pays peut capter de valeur, de compétences, de recherche et d'emplois qualifiés.

Le programme ne détaille pas les segments industriels ciblés.

Il pose néanmoins une direction : considérer les ressources naturelles comme le point de départ d'écosystèmes industriels et technologiques plutôt que comme une simple rente d'extraction.

DÉFENSE

construire un écosystème industriel national

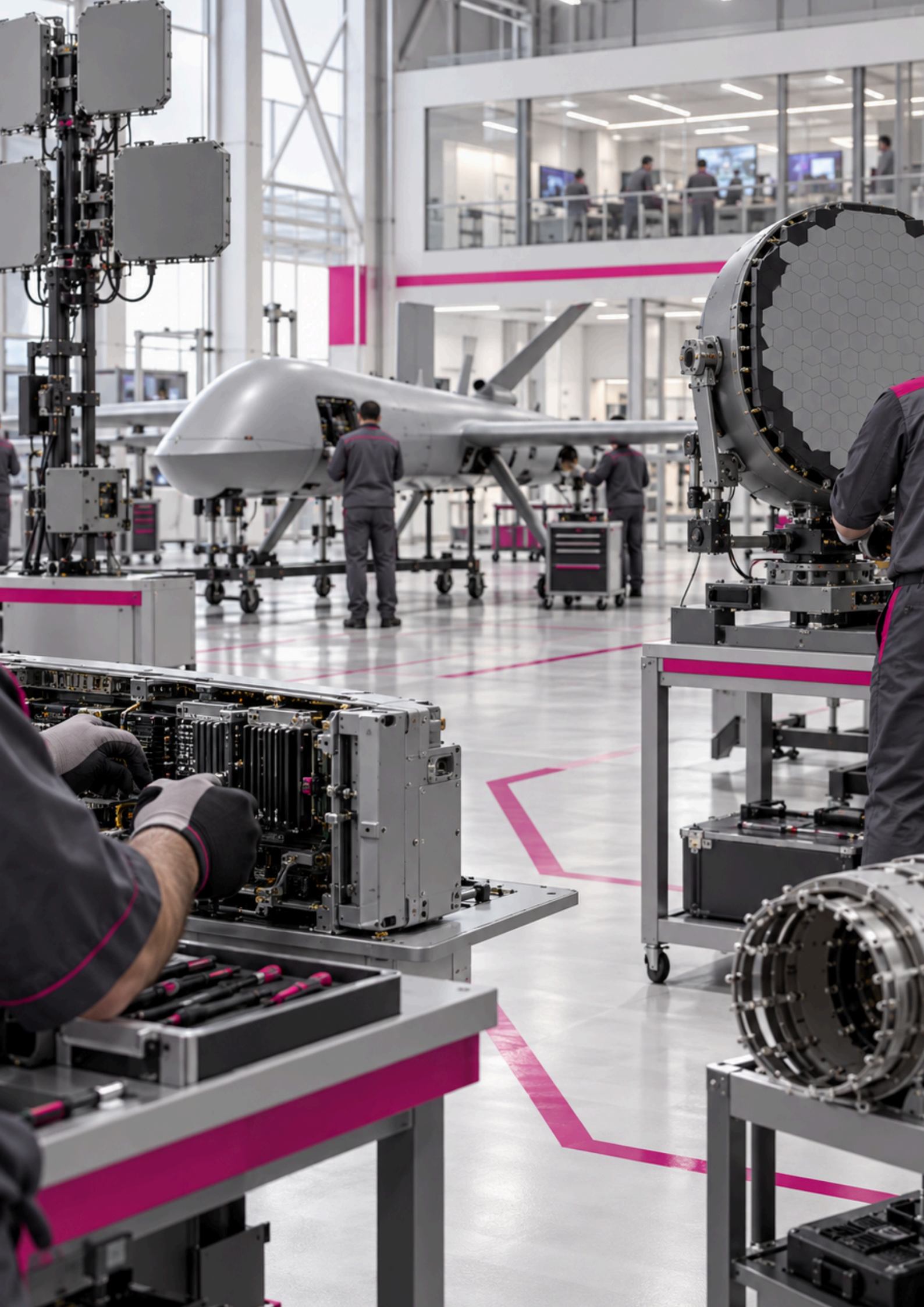
La douzième mesure propose de construire un écosystème industriel national de défense et une plateforme régionale d'exportation.

Il s'agit d'un domaine où souveraineté, technologie, industrie et sécurité se rejoignent directement.

Le programme ne précise pas les filières, les partenariats ou le calendrier.

Le choix d'une plateforme régionale d'exportation montre toutefois que l'ambition ne se limite pas à satisfaire la demande nationale.

Elle vise aussi une capacité industrielle pouvant se projeter sur des marchés extérieurs.



INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

de l’université à l’industrialisation

La treizième mesure propose une chaîne nationale complète de l’intelligence artificielle, de l’université à l’industrialisation.

C’est probablement la formulation technologique la plus ambitieuse du programme.

Elle suggère que la souveraineté en IA ne se réduit ni à l’achat de logiciels ni à la formation de quelques spécialistes.

Elle suppose recherche, compétences, données, infrastructures, entreprises et débouchés industriels.

Le document ne détaille pas les moyens nécessaires. Mais la logique est cohérente avec le diagnostic du discours : si l’IA transforme l’emploi et la compétitivité, dépendre totalement des technologies produites ailleurs devient une vulnérabilité économique.

DONNÉES ET SYSTÈMES VITAUX

la souveraineté numérique devient infrastructure

La quatorzième mesure veut renforcer la souveraineté numérique et protéger les données et systèmes vitaux.

Elle place les infrastructures numériques au même niveau stratégique que d'autres infrastructures essentielles.

Le programme ne précise pas quelles données ou quels systèmes sont considérés comme vitaux, ni les règles d'hébergement ou de gouvernance envisagées.

Cette précision sera indispensable.

La souveraineté numérique peut recouvrir des réalités très différentes : localisation, contrôle juridique, continuité de service, maîtrise technologique, interopérabilité ou capacité de récupération après incident.

CYBERSÉCURITÉ

construire un écosystème, pas seulement une défense

La quinzième mesure propose un écosystème national intégré de cybersécurité.

Le mot « écosystème » est important : il dépasse la seule protection technique des administrations.

Un tel ensemble peut impliquer compétences, entreprises spécialisées, recherche, formation, normes, capacités de réponse et coopération institutionnelle.

Le document source n'en décrit pas encore l'architecture.

La cybersécurité devient ainsi une composante de la politique industrielle et de la souveraineté technologique, et pas uniquement une fonction de sécurité.

DE LA SEMENCE À L'ASSIETTE

identifier les produits alimentaires souverains

La seizième mesure veut identifier les produits alimentaires souverains et lancer un premier programme national de semences hybrides.

Le terme « produits alimentaires souverains » suppose une hiérarchisation : tous les produits n'ont pas le même caractère stratégique.

Le programme ne donne pas la liste de ces produits.

La mesure pose donc une question de doctrine agricole : quelles productions doivent bénéficier d'un niveau particulier de sécurité d'approvisionnement et comment concilier cet objectif avec les contraintes hydriques, les rendements et les échanges internationaux ?

MÉDICAMENT ET VACCINS

sécuriser les principes actifs

La dix-septième mesure prévoit un premier pôle industriel national consacré aux principes actifs pharmaceutiques et aux vaccins.

Elle cible un maillon critique de la souveraineté sanitaire.

Fabriquer ou conditionner un médicament ne garantit pas nécessairement l'autonomie si les principes actifs restent totalement importés.

Le programme ne précise ni les molécules prioritaires ni le modèle industriel. Mais il identifie clairement la chaîne pharmaceutique comme une dépendance stratégique à réduire

CE QUE LES INFORMATION ET DONNÉES PUBLIQUES

la confiance devient souveraineté

La dix-huitième mesure parle de souveraineté informationnelle, de protection de la confiance et de publication proactive des données publiques.

Cette formulation est originale car elle relie souveraineté et qualité de l'espace informationnel.

Une société vulnérable à la désinformation, aux rumeurs ou à l'opacité publique peut voir sa confiance collective fragilisée.

La publication proactive des données publiques est ici présentée comme une partie de la réponse. Pour être efficace, elle devra porter sur des données utiles, compréhensibles, actualisées et réutilisables.

MAROCAINS DU MONDE

faire de la diaspora un levier stratégique

La dix-neuvième mesure prévoit une Charte des Marocains du monde et veut faire de la diaspora un levier de souveraineté.

Le programme ne réduit donc pas les Marocains du monde aux transferts financiers.

Compétences, réseaux, investissement, recherche, influence et accès aux marchés peuvent également constituer des ressources stratégiques.

Le contenu de la Charte n'est pas détaillé dans la présentation.

Son intérêt dépendra de sa capacité à organiser une relation durable, réciproque et opérationnelle entre le pays et ses compétences établies à l'étranger.

ATLANTIQUE ET FLOTTE MARCHANDE

maîtriser davantage les routes de l'échange

La dernière mesure propose de développer le corridor atlantique et de créer une flotte marchande nationale.

Elle clôt logiquement un axe consacré aux dépendances. Produire davantage localement ne suffit pas si le pays reste vulnérable dans l'acheminement de ses importations et de ses exportations.

Le programme ne précise pas la taille, le modèle économique ou le calendrier de la flotte.

Mais il place la connectivité maritime et l'Atlantique dans la stratégie de souveraineté, en cohérence avec l'ambition de diversification des partenariats.

CE QUE LES 20 MESURES RACONTENT ENSEMBLE

Les 20 mesures peuvent sembler dispersées : dette, eau, carbone, marchés publics, automobile, phosphate, défense, IA, semences, vaccins, données, diaspora et flotte marchande. Leur cohérence apparaît lorsqu'on les lit par la dépendance qu'elles cherchent à réduire.

Le programme propose une souveraineté ouverte : sécuriser ce qui est vital, produire davantage de valeur au Maroc, maîtriser certaines technologies critiques et diversifier les voies d'accès au monde.

Cette doctrine ne signifie pas tout produire soi-même.

Elle suppose plutôt de savoir où une dépendance est acceptable, où elle devient dangereuse et quelles capacités nationales doivent être construites en priorité.

LES QUESTIONS QUE LA CAMPAGNE DOIT ENCORE DOCUMENTER

Plusieurs propositions comportent des objectifs forts mais la présentation des 20 mesures ne donne pas tous les paramètres nécessaires à leur évaluation.

Quel sera le contenu de la Boussole nationale ? Quels produits entreront dans les stocks stratégiques ? Quel plafond d'endettement extérieur ? Comment sera calculé le contenu local de 50 % dans l'énergie ?

Il faudra également préciser la méthode du critère de 30 % de valeur produite au Maroc, les taux d'intégration automobile et aéronautique, le financement du Fonds pour le design et les marques, les obligations de la charte Coupe du monde 2030, l'architecture de la chaîne nationale d'IA, le périmètre des données vitales et les produits alimentaires qualifiés de souverains.

Enfin, la flotte marchande nationale, le pôle pharmaceutique et l'écosystème de défense nécessiteront des modèles économiques, des partenaires, des calendriers et des indicateurs. Ces précisions feront la différence entre une doctrine de souveraineté et une stratégie effectivement pilotable.

CONCLUSION

La souveraineté comme liberté d'action

Ce dernier axe referme la collection sur l'idée qui traversait déjà le premier Livre rose : dans un monde plus instable, protéger les citoyens suppose aussi de protéger la capacité du pays à agir.

L'eau, l'énergie, l'alimentation, les médicaments, les technologies, les données, l'industrie et les routes commerciales ne sont plus seulement des politiques sectorielles. Le programme les traite comme des composantes d'une même sécurité stratégique.

Le pari est considérable : réduire les dépendances sans se fermer, favoriser le contenu local sans renoncer à la compétitivité, construire des capacités nationales tout en restant inséré dans les échanges internationaux.

Au terme des six Livres roses, la lecture proposée par L'ODJ Média est celle d'un projet organisé autour de trois exigences : protéger, restaurer la confiance et augmenter la capacité d'agir.

Les 99 mesures donnent un contenu à cette ambition. Le débat démocratique devra désormais porter sur leur hiérarchie, leur financement, leur calendrier et leur capacité réelle à produire des résultats d'ici 2031.

خاتمة

السيادة باعتبارها قدرة على الفعل واتخاذ القرار

يختتم هذا المحور المجموعة كلها بالفكرة التي كانت حاضرة منذ الكتاب الوردي الأول: ففي عالم يتسم بالاضطرابات الدولية، لا تقتصر حماية المواطنين على توفير الحماية لهم، بل تشمل أيضا حماية قدرة الدولة على الفعل واتخاذ القرار.

فالماء والطاقة والغذاء والأدوية والتكنولوجيات والبيانات والصناعة وطرق التبادل التجاري لم تعد مجرد سياسات قطاعية منفصلة، بل أصبحت، وفق تصور البرنامج، مكونات لأمن استراتيجي واحد.
ويتمثل الرهان في تقليص أوجه الاعتماد دون الانغلاق على الذات، وتشجيع المحتوى المحلي دون التخلي عن القدرة التنافسية، وبناء قدرات وطنية مع الحفاظ في الوقت نفسه على اندماج المغرب في المبادلات الدولية.

وبعد استكمال الكتب الوردية الستة، تخلص القراءة التي تقترحها هيئة تحرير L'ODJ Média إلى أن المشروع ينتظم حول ثلاث أولويات: الحماية، واستعادة الثقة، وتعزيز القدرة على الفعل واتخاذ القرار، وتمنح الإجراءات الـ 99 لهذه الطموحات مضمونا عمليا. ويبقى النقاش الديمقراطي مطالبا الآن بالتركيز على ترتيب هذه الإجراءات حسب الأولوية، ومصادر تمويلها، وآجال تنفيذها، وقدرتها الفعلية على تحقيق نتائج ملموسة في أفق 2031.

أسئلة

لا تزال الحملة الانتخابية مطالبة بتوضيحها

تتضمن مجموعة من المقترحات أهدافا طموحة، غير أن عرض الإجراءات الـ 20 لا تقدم جميع المعطيات الضرورية لتقييمها.

فما مضمون «البوصلة الوطنية للسيادة»؟ وما المنتجات التي ستدخل ضمن المخزونات الاستراتيجية؟ وما سقف المديونية الخارجية؟ وكيف سيتم احتساب نسبة 50% من المحتوى المحلي في قطاع الطاقة؟

كما سيتعين توضيح منهجية احتساب نسبة 30% المرتبطة بالقيمة المنتجة في المغرب، ونسب الاندماج الصناعي المستهدفة في قطاعي السيارات والطيران، وكيفية تمويل صندوق التصميم والعلامات التجارية، والالتزامات التي سيتضمنها ميثاق كأس العالم 2030، وبنية السلسلة الوطنية للذكاء الاصطناعي، ونطاق البيانات المصنفة حيوية، والمنتجات الغذائية التي ستعتبر ذات أهمية استراتيجية.

وأخيرا، سيحتاج الأسطول التجاري الوطني، والقطب الصناعي الدوائي، ومنظومة الصناعات الدفاعية إلى نماذج اقتصادية، وشركاء، وجداول زمنية، ومؤشرات لقياس النتائج.

هذه التفاصيل هي التي ستحدد الفارق بين طرح عام حول السيادة واستراتيجية قابلة للتنفيذ والتتبع.

ماذا تكشف الإجراءات الـ 20 في مجملها؟

قد تبدو الإجراءات الـ 20 متباعدة في موضوعاتها: الدين، والماء، والكربون، والصفقات العمومية، وصناعة السيارات، والفوسفاط، والدفاع، والذكاء الاصطناعي، والبذور، واللقاحات، والبيانات، والجالية، والأسطول التجاري، غير أن انسجامها يظهر عند قراءتها من زاوية الاعتماد الذي تسعى كل منها إلى تقليصه.

ويطرح البرنامج تصورا للسيادة يقوم على الانفتاح، لا على الانغلاق: تأمين ما هو حيوي، وإنتاج مزيد من القيمة المضافة داخل المغرب، والتحكم في بعض التكنولوجيات الحيوية، وتنويع قنوات الانفتاح على العالم.

ولا يعني هذا التصور السعي إلى إنتاج كل شيء محليا، بل يقتضي تحديد المجالات التي يمكن أن يكون فيها الاعتماد الخارجي مقبولا، وتلك التي قد يتحول فيها إلى مصدر للمخاطر، ثم تحديد القدرات الوطنية التي ينبغي بناؤها كأولوية.

الأطلسي والأسطول التجاري

تعزيز الاستقلالية في النقل والتبادل التجاري

يقترح الإجراء الأخير تطوير الممر الأطلسي وإحداث أسطول تجاري وطني، ويختتم هذا الإجراء المحور بمنطق ينسجم مع موضوعه المركزي، أي تقليص أوجه الاعتماد. فزيادة الإنتاج المحلي لا تكفي إذا ظل البلد عرضة لمخاطر مرتبطة بنقل وارداته وصادراته وبقدرته على تأمين مسارات التجارة.

ولا يحدد البرنامج حجم الأسطول المقترح، ولا نموذجه الاقتصادي، ولا الجدول الزمني لإحداثه، لكنه يدرج الربط البحري والمجال الأطلسي ضمن استراتيجية السيادة، بما ينسجم مع التوجه نحو تنويع الشراكات وطرق التبادل.

مغاربة العالم

تحويل الجالية إلى رافعة استراتيجية

ينص الإجراء التاسع عشر على اعتماد ميثاق لمغاربة العالم، ويرمي إلى جعل الجالية رافعة من روافع السيادة الوطنية، ولا يحصر البرنامج دور مغاربة العالم في التحويلات المالية، بل يعتبر الكفاءات، والشبكات، والاستثمار، والبحث العلمي، والتأثير، والقدرة على الولوج إلى الأسواق، موارد استراتيجية يمكن تعبئتها.

ولا تقدم الوثيقة تفاصيل حول مضمون الميثاق، وستتوقف أهميته عند قدرته على تنظيم علاقة مستدامة ومتبادلة وفعالة بين البلاد وكفاءاتها المقيمة في الخارج.

المعلومات والبيانات العمومية

الشفافية وتعزيز السيادة المعلوماتية

ويتحدث الإجراء الثامن عشر عن السيادة المعلوماتية، وحماية الثقة، والنشر الاستباقي للبيانات العمومية.

وتكتسي هذه الصياغة أهمية خاصة لأنها تربط بين السيادة وجودة المجال المعلوماتي، فالمجتمع الذي يكون عرضة بدرجة كبيرة للتضليل والشائعات، أو يعاني من ضعف الشفافية في تدبير الشأن العام، قد تتعرض الثقة الجماعية فيه للاهتزاز.

ويقدم النشر الاستباقي للبيانات العمومية هنا باعتباره جزءا من الحل. ولكي يؤدي هذا الدور، ينبغي أن يتعلق الأمر ببيانات مفيدة ومفهومة ومحينة وقابلة لإعادة الاستخدام.

الأدوية واللقاحات

تأمين المواد الفعالة وتعزيز السيادة الدوائية

ينص الإجراء السابع عشر على إحداث أول قطب صناعي وطني متخصص في المواد الفعالة الدوائية واللقاحات، ويستهدف هذا المقترح حلقة حاسمة في تحقيق السيادة الصحية، فتصنيع الدواء أو تعبئته لا يضمن بالضرورة الاستقلالية إذا ظلت المواد الفعالة التي تدخل في تركيبه مستوردة بالكامل.

ولا يحدد البرنامج الجزيئات ذات الأولوية ولا النموذج الصناعي المقترح، لكنه يحدد بوضوح سلسلة الصناعات الدوائية باعتبارها أحد أوجه الاعتماد الاستراتيجي التي ينبغي تقليصها.

من الإنتاج إلى الاستهلاك

تحديد المنتجات الغذائية ذات الأولوية الاستراتيجية

يهدف الإجراء السادس عشر إلى تحديد المنتجات الغذائية ذات الأهمية الاستراتيجية، وإطلاق أول برنامج وطني للبذور الهجينة.

ويفترض مفهوم المنتجات الغذائية ذات الأولوية الاستراتيجية نوعا من ترتيب الأولويات، إذ لا تتمتع جميع المنتجات بالدرجة نفسها من الأهمية الاستراتيجية. ولا يقدم البرنامج قائمة بهذه المنتجات.

ويطرح الإجراء، بالتالي، سؤالا يرتبط بالسياسة الزراعية: ما هي المنتجات التي ينبغي أن تحظى بمستوى خاص من ضمان الإمدادات؟

وكيف يمكن التوفيق بين هذا الهدف والإكراهات المرتبطة بالمياه، والمردودية الزراعية، والتبادلات التجارية الدولية؟

الأمن السيبراني

إرساء منظومة وطنية متكاملة

يقترح الإجراء الخامس عشر إحداث منظومة وطنية متكاملة للأمن السيبراني. ولا تقتصر أهمية هذا المقترح على إحداث آليات للحماية التقنية، بل تكمن أيضا في اعتماد مقاربة متكاملة تتجاوز حماية الإدارات والمؤسسات إلى بناء إطار وطني للأمن السيبراني.

ويمكن أن تشمل هذه المنظومة الكفاءات، والمقاولات المتخصصة، والبحث العلمي، والتكوين، والمعايير، وقدرات الاستجابة، والتعاون بين المؤسسات. غير أن الوثيقة الأصلية لا تقدم بعد تصورا تفصيليا لبنيتها.

وبذلك، يصبح الأمن السيبراني مكونا من مكونات السياسة الصناعية والسيادة التكنولوجية، وليس مجرد وظيفة أمنية.

البيانات والأنظمة الحيوية

ترسيخ أسس السيادة الرقمية

يهدف الإجراء الرابع عشر إلى تعزيز السيادة الرقمية وحماية البيانات والأنظمة الحيوية، ويضع بذلك البنيات التحتية الرقمية في مرتبة استراتيجية مماثلة للبنيات الأساسية الأخرى، غير أن البرنامج لا يحدد البيانات أو الأنظمة التي ستصنف باعتبارها حيوية، ولا قواعد الاستضافة أو الحكامة التي يقترح اعتمادها.

هذا التحديد أهمية أساسية، لأن السيادة الرقمية يمكن أن تشمل أبعادا مختلفة:

مكان استضافة البيانات، والتحكم القانوني فيها، واستمرارية الخدمات، والتحكم في التكنولوجيا، وقابلية الأنظمة للتشغيل البيني، والقدرة على استعادة الأنظمة بعد وقوع حادث أو هجوم.

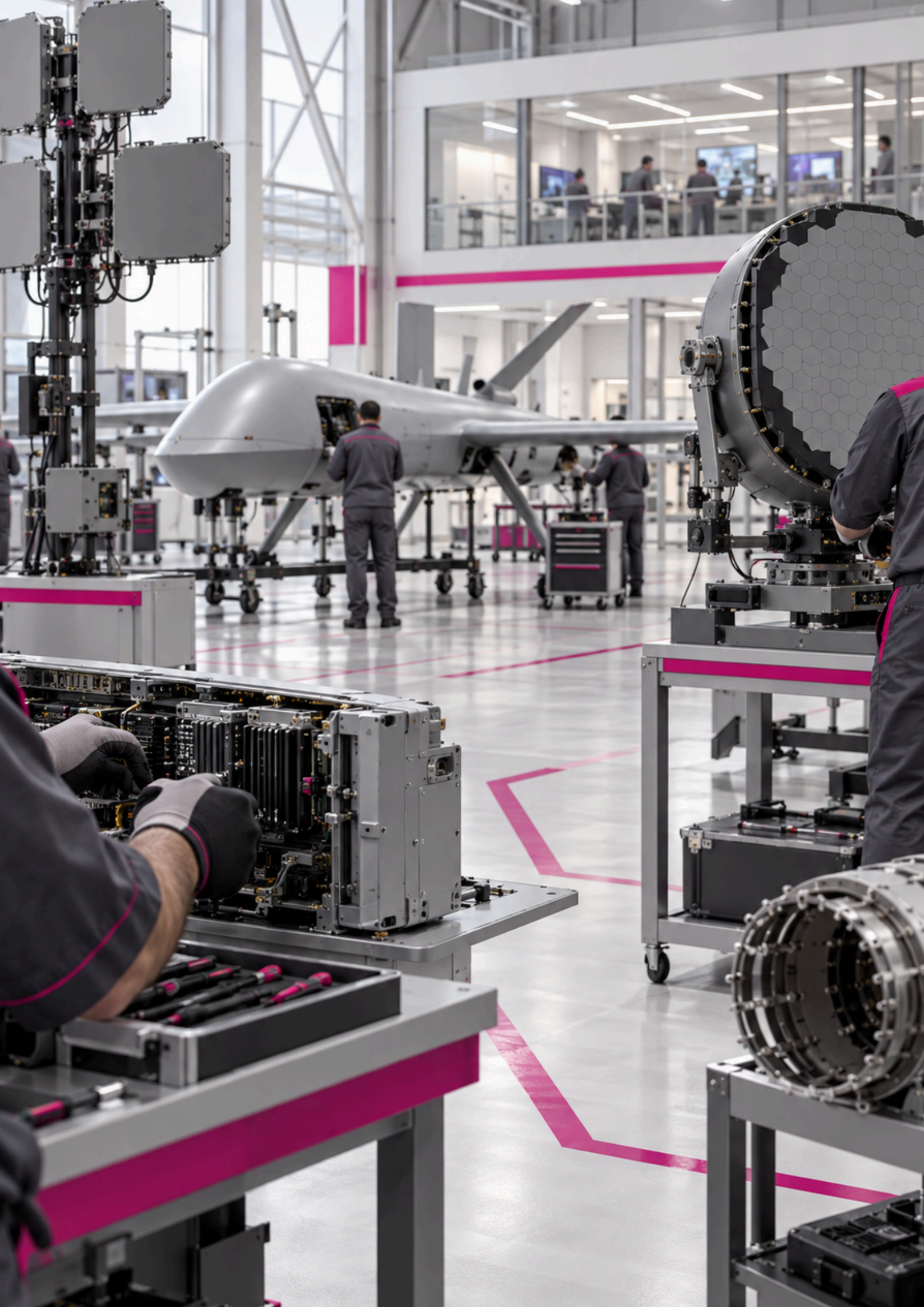
الذكاء الاصطناعي

من البحث الجامعي إلى التصنيع

يقترح الإجراء الثالث عشر بناء سلسلة وطنية متكاملة للذكاء الاصطناعي، تمتد من الجامعة إلى التصنيع، ويمثل ذلك على الأرجح أحد أكثر التوجهات التكنولوجية طموحا في البرنامج.

وتوحي هذه المقاربة بأن السيادة في مجال الذكاء الاصطناعي لا تختزل في اقتناء البرمجيات أو تكوين عدد محدود من المتخصصين، وإنما تتطلب منظومة تشمل البحث العلمي، والكفاءات، والبيانات، والبنيات التحتية، والمقاولات، والأسواق الصناعية القادرة على استيعاب هذه التقنيات.

ولا تفصل الوثيقة في الوسائل اللازمة لتحقيق هذا الهدف، غير أن المنطق الذي يقوم عليه المقترح ينسجم مع التشخيص الوارد في الخطاب: فإذا كان الذكاء الاصطناعي يعيد تشكيل سوق الشغل والقدرة التنافسية، فإن الاعتماد الكامل على تكنولوجيات يتم تطويرها خارج البلاد قد يتحول إلى مصدر هشاشة اقتصادية.



الدفاع

إرساء منظومة صناعات دفاعية وطنية

يقترح الإجراء الثاني عشر بناء منظومة وطنية للصناعات الدفاعية وإحداث منصة إقليمية للتصدير، ويجمع هذا المجال بصورة مباشرة بين السيادة والتكنولوجيا والصناعة والأمن، ولا يحدد البرنامج سلاسل الإنتاج المعنية، ولا طبيعة الشراكات، ولا الجدول الزمني لتنفيذ هذا التوجه.

غير أن اختيار إنشاء منصة إقليمية للتصدير يوضح أن الطموح لا يقتصر على تلبية الطلب الوطني، بل يتجه أيضا إلى بناء قدرة صناعية قادرة على الولوج إلى الأسواق الخارجية.

الفوسفاط والثروات المعدنية

الارتقاء في سلاسل القيمة بدل تصدير المواد الأولية

يهدف الإجراء الحادي عشر إلى الارتقاء بسلاسل قيمة الموارد المعدنية، وفي مقدمتها الفوسفاط، وتقوم هذه المقاربة على منطق واضح ذي أهمية استراتيجية:

فكلما ارتفعت درجة تحويل الموارد داخل البلاد، ازدادت قدرة الاقتصاد الوطني على الاستفادة من القيمة المضافة، وتطوير الكفاءات والبحث العلمي، وخلق فرص شغل مؤهلة.

ولا يحدد البرنامج الصناعات المعنية بشكل مفصل، لكنه يرسم توجها واضحا يقوم على التعامل مع الموارد الطبيعية كأساس لبناء منظومات صناعية وتكنولوجية، بدل الاكتفاء باستغلالها كمصدر للعائدات.

كأس العالم 2030

تحويل الأوراش الكبرى إلى رافعة للتنمية الصناعية

ينص الإجراء العاشر على اعتماد ميثاق ملزم للأوراش الكبرى والإرث الذي سيخلفه كأس العالم 2030، بما يضمن استفادة المقاولات الوطنية.

وتكتسي فكرة «الإرث» أهمية مركزية هنا، فالاستثمارات الاستثنائية المرتبطة بحدث رياضي كبير يمكن أن تفضي إلى إنجاز بنيات تحتية، لكنها قادرة أيضا على إنتاج كفاءات وخبرات ومراجع مهنية، وتقوية المقاولات، وبناء قدرات قابلة للتصدير.

ولا يحدد البرنامج الالتزامات التي سيتضمنها الميثاق، وسيكون التحدي هو وضع معايير واضحة للمشاركة الوطنية، بما يضمن في الوقت نفسه احترام معايير الجودة والآجال والمعايير الدولية.

التصميم والملكية الفكرية والعلامات التجارية

الانتقال من الإنتاج إلى امتلاك القيمة

يقترح الإجراء التاسع إحداث صندوق وطني للتصميم والملكية الفكرية والعلامات التجارية المغربية، وينقل بذلك مفهوم السيادة الصناعية من التركيز على الإنتاج المادي إلى الاهتمام أيضا بالأصول غير المادية.

فقد يتمكن بلد ما من تصنيع كميات كبيرة من المنتجات، بينما لا يحصل إلا على جزء محدود من القيمة إذا كان التصميم أو العلامة التجارية أو براءة الاختراع أو التكنولوجيا مملوكة لجهات خارجية. ويبدو أن البرنامج يستهدف هذه الحلقة تحديدا.

ويتمثل التحدي في ربط هذا الصندوق بالمقاولات والجامعات والمبدعين والمصدرين، وتفادي تحوله إلى مجرد آلية إضافية لتلقي الطلبات من دون استراتيجية واضحة لتثمين الأصول غير المادية.

صناعة السيارات والطيران

الانتقال من التجميع إلى تعميق الاندماج الصناعي

ينص الإجراء الثامن على إبرام عقود قطاعية ملزمة في مجالي صناعة السيارات والطيران، تتضمن نسبا متدرجة للاندماج الصناعي، ويعكس ذلك طموحا للارتقاء بموقع المغرب داخل سلاسل القيمة.

فلم يعد الهدف يقتصر على استقطاب الإنتاج الصناعي، وإنما يتمثل أيضا في رفع حصة الأجزاء المصنعة والكفاءات والخدمات المنجزة محليا، وتكتسي صفة «الإلزام» في هذه العقود أهمية خاصة، لأنها تفترض وجود التزامات محددة وقابلة للقياس.

ولا يقدم البرنامج النسب المستهدفة ولا الجداول الزمنية الخاصة بكل قطاع، وستكون هذه المعطيات ضرورية لتقييم مستوى التقدم الفعلي في الاندماج الصناعي.

الصفقات العمومية

تخصيص 30% للقيمة المنتجة محليا

يسند الإجراء السابع وزنا قدره 30% لمعيار القيمة المنتجة في المغرب ضمن الصفقات العمومية، ويعد هذا المقترح من أكثر إجراءات المحور قابلية للتطبيق بصورة مباشرة.

وتتحول الصفقة العمومية، وفق هذا التصور، إلى أداة من أدوات السياسة الصناعية، فالسعر لن يكون المعيار الحاسم الوحيد، بل ستدخل المساهمة في إنتاج القيمة الوطنية بصورة صريحة ضمن معايير التقييم.

غير أن الأمر يظل رهينا بتحديد المقصود بدقة بـ«القيمة المنتجة في المغرب»: هل تشمل فرص الشغل، والأجزاء المصنعة محليا، والهندسة، والملكية الفكرية، والضرائب، والمناولة، أم مزيجا من هذه العناصر؟ ومن دون منهجية واضحة وقابلة للمراقبة، قد تظل نسبة 30% مجرد هدف شكلي.

الكربون

تمويل التحول الصناعي ومواجهة القيود المناخية

ينص الإجراء السادس على إحداث آلية وطنية سيادية لتسعير الكربون، تخصص عائداتها لتمويل التحول الصناعي، ويربط البرنامج بذلك بين السياسة المناخية، والقدرة التنافسية، والسيادة الصناعية.

وتقوم الفكرة على تحويل القيد البيئي إلى أداة لتحديث الإنتاج وتطوير الصناعة، غير أن الوثيقة لا تحدد الوعاء الذي سيطبق عليه التسعير، ولا مستوى السعر، ولا القطاعات المعنية، ولا كيفية توزيع العائدات.

وسيكون هذا السؤال حاسما بالنسبة إلى المقاولات المصدرة: كيف يمكن خفض البصمة الكربونية والحفاظ في الوقت نفسه على القدرة التنافسية، مع توفير التمويل اللازم للاستثمارات المرتبطة بهذا التحول؟

الطاقة

رفع المحتوى المحلي إلى 50% في أفق 2031

يحدد الإجراء الخامس هدفا كميا يتمثل في رفع المحتوى المحلي في مشاريع الطاقة إلى 50% في أفق 2031، وبالتالي لا يقتصر الرهان على زيادة إنتاج الطاقة في المغرب، وإنما يمتد إلى زيادة القيمة المضافة التي تنتجها الشركات والكفاءات المغربية حول هذه الطاقة.

ويمكن أن يشمل المحتوى المحلي مجالات الهندسة، والتجهيزات، والصيانة، والمكونات، والخدمات، والكفاءات. غير أن الوثيقة لا توضح منهجية احتساب نسبة الـ 50%.

وسيكون هذا الجانب حاسما، لأن هدف المحتوى المحلي لا يكتسب بعده الصناعي إلا إذا استند إلى تعريف واضح ومستقر وقابل للمراقبة، وبما ينسجم مع تطوير قدرات المقاولات الوطنية والارتقاء بكفاءاتها.

"الماء أولا"

جعل الأمن المائي أولوية وطنية

يقترح الإجراء الرابع تأمين الموارد المائية، وتنويع مصادرها، واعتماد قاعدة «الماء أولا»، ويضع بذلك الأمن المائي في صلب الخيارات المرتبطة بالسيادة الوطنية.

وتحمل هذه الصيغة دلالة قوية، لكنها تحتاج إلى ترجمة عملية. فمياه الشرب، والزراعة، والصناعة، والطاقة، والسياحة، والتنمية الحضرية كلها مجالات قد تتنافس على المورد نفسه. ومن ثم، فإن جعل «الماء أولا» قاعدة للعمل يفترض تحديد الأولويات، وتحسين كفاءة استخدام الموارد، وتنويع مصادر المياه.

ولا يفصل البرنامج في هذه النقطة الأدوات التي سيتم اعتمادها، لكنه يدرج بوضوح الأمن المائي ضمن عناصر الأمن الاستراتيجي للبلاد.

الدين الخارجي

تعزيز الاستقلال المالي وتوسيع هامش القرار

يهدف الإجراء الثالث إلى تعزيز السيادة المالية والنقدية، ووضع سقف للمديونية الخارجية، ويربط البرنامج هنا بصورة مباشرة بين مستوى الدين وقدرة الدولة على اتخاذ القرار.

ولا تحدد الوثيقة مستوى السقف المقترح، ولا طريقة احتسابه، ولا الاستثناءات المحتملة. لذلك، سيكون من السابق لأوانه استخلاص تصور متكامل للسياسة المالية انطلاقا من هذا الإجراء وحده.

غير أن الإشكال السياسي واضح: ابتداء من أي مستوى يبدأ الاعتماد على التمويل الخارجي في الحد من قدرة الدولة على تحديد خياراتها؟

ويتعين أن تراعي الإجابة التوازن بين الانضباط المالي، وحاجات الاستثمار، والقدرة على تمويل التحولات الاقتصادية والاجتماعية.

التخزين الاستراتيجي

تأمين الاحتياجات الأساسية في مواجهة اضطرابات الإمداد

ينص الإجراء الثاني على وضع قانون إطار للتخزين الاستراتيجي للمنتجات الحيوية، وينطلق هذا التوجه من مبدأ الصمود، أي ضمان استمرار توفر بعض السلع الأساسية حتى في حال تعرض قنوات الإمداد المعتادة للاضطراب.

ولا تحدد الوثيقة الأصلية قائمة المنتجات المعنية ولا الكميات التي ينبغي الاحتفاظ بها كاحتياطي. وهذا تحديدا ما سيتعين على القانون الإطار توضيحه: ما الفئات التي تعد حيوية؟ ومن يتولى تكوين المخزونات؟ ومن يراقبها؟ وكيف يتم تدويرها؟ وفي أي ظروف يمكن تعبئتها؟

ولا شك أن التخزين الاستراتيجي له كلفة، لكن غياب الاحتياطي قد تكون كلفته أكبر بكثير عند حدوث اضطراب حاد في الإمدادات، ويتمثل التحدي بالتالي، في تحديد مستوى مناسب من الأمان دون تجميد موارد لا حاجة إلى تعطيلها.

"بوصلة وطنية للسيادة"

تحديد مواطن الاعتماد الاستراتيجي للمغرب

يقترح الإجراء الأول إحداث «بوصلة وطنية للسيادة» بهدف تحديد أوجه الاعتماد وتقليصها، ويتعلق الأمر هنا بأداة منهجية قبل أن تكون إجراء قطاعيا.

وتكمن أهمية الفكرة في أنها تنطلق من مبدأ أساسي: لا يمكن تقليص اعتماد لا يتم قياسه أولا، ومن المفترض أن تتيح هذه البوصلة تحديد المنتجات والتكنولوجيات والمواد الأولية والبنيات التحتية أو مصادر التمويل التي قد يؤدي انقطاعها إلى إحداث مواطن ضعف استراتيجية.

ولا يحدد البرنامج بعد المؤشرات التي ستعتمدها هذه الأداة، ولا قواعد حكامتها، ولا وتيرة تحيينها.

وستتوقف مصداقيتها على قدرتها على تحديد المخاطر وترتيبها بحسب درجة أهميتها، بدل الاكتفاء بإعداد قائمة عامة لا تميز بين أوجه الاعتماد المختلفة.

تحولات مفهوم السيادة

يمثل المحور الأخير من البرنامج أيضا المحور الذي يوسع مفهوم السيادة إلى أبعد مدى، فلم تعد السيادة تقتصر على الدفاع عن التراب الوطني أو على العمل الدبلوماسي، بل أصبحت تشمل قدرة الدولة على تأمين المياه والطاقة والمنتجات الحيوية والتمويل والصناعة والتكنولوجيات والبيانات والغذاء والأدوية وطرق التبادل التجاري، بل والمعلومة أيضا.

ويأتي هذا التوسع في مفهوم السيادة استجابة مباشرة للتشخيص الذي قدمه الخطاب التقديمي للبرنامج، ومفاده أن عددا من المسلمات التي قام عليها النظام الاقتصادي العالمي السابق أصبحت اليوم هشة. فقد تنغلق الأسواق، وترتفع كلفة الطاقة، وتتعرض موارد المياه والغذاء للنقص، وتعيد التكنولوجيا تشكيل سوق الشغل، فيما لم يعد الاستقرار الدولي أمرا مضمونا.

وينطلق المحور الخامس من هذا التشخيص ليقترح 20 إجراء، ولا يتمثل الخيط الناظم بينها في السعي إلى الاكتفاء الذاتي أو الانغلاق على الذات، وإنما في تقليص أوجه الاعتماد التي تعتبر استراتيجية وحاسمة، بما يتيح للمغرب الحفاظ على هامش من الاختيار كلما ازدادت البيئة الخارجية اضطرابا.

ملاحظة تحريرية

هذا الكتاب الوردي عبارة عن إصدار عن هيئة تحرير L'ODJ Média، ويقدم قراءة صحفية وتحليلية للمحور الأول من البرنامج التشريعي لحزب الاستقلال للفترة 2026-2031. ولا يُعد هذا الإصدار منشورًا رسميًا للحزب، ولا إعادة نشر لبرنامجه، ولا وثيقة انتخابية صادرة عنه. كما أن النسخة الفرنسية المعتمدة في هذا الإصدار ترجمة أولية أُنجزت انطلاقًا من النص الأصلي باللغة العربية، ولا تحل محل النسخة الأصلية أو تمثل ترجمة رسمية عنها.

LODJ

لخبار فجيبك

By Lodj

تابعوا أحدث الأخبار وآخر المستجدات بشكل مستمر عبر منصاتنا، ولاتفوتوا أي خبر

www.lodj.info

المحتويات

تمهيد — تحولات مفهوم السيادة

1. "بوصلة وطنية للسيادة": تحديد مواطن الاعتماد الاستراتيجي للمغرب
2. التخزين الاستراتيجي: تأمين الاحتياجات الأساسية في مواجهة اضطرابات الإمداد
3. الدين الخارجي: تعزيز الاستقلال المالي وتوسيع هامش القرار
4. "الماء أولا": جعل الأمن المائي أولوية وطنية
5. الطاقة: رفع المحتوى المحلي إلى 50% في أفق 2031
6. الكربون: تمويل التحول الصناعي ومواجهة القيود المناخية
7. الصفقات العمومية: تخصيص 30% للقيمة المنتجة محليا
8. صناعة السيارات والطيران: الانتقال من التجميع إلى تعميق الاندماج الصناعي
9. التصميم والملكية الفكرية والعلامات التجارية: الانتقال من الإنتاج إلى امتلاك القيمة
10. كأس العالم 2030: تحويل الاستثمارات الكبرى إلى رافعة للتنمية الصناعية
11. الفوسفاط والثروات المعدنية: الارتقاء في سلاسل القيمة بدل تصدير المواد الأولية
12. الدفاع: إرساء منظومة صناعات دفاعية وطنية
13. الذكاء الاصطناعي: من البحث الجامعي إلى التصنيع
14. البيانات والأنظمة الحيوية: ترسيخ أسس السيادة الرقمية
15. الأمن السيبراني: إرساء منظومة وطنية متكاملة
16. من الإنتاج إلى الاستهلاك: تحديد المنتجات الغذائية ذات الأولوية الاستراتيجية
17. الأدوية واللقاحات: تأمين المواد الفعالة وتعزيز السيادة الدوائية
18. المعلومات والبيانات العمومية: الشفافية وتعزيز السيادة المعلوماتية
19. مغاربة العالم: تحويل الجالية إلى رافعة استراتيجية
20. الأطلسي والأسطول التجاري: تعزيز الاستقلالية في النقل والتبادل التجاري
21. ما الذي تكشفه الإجراءات الـ 25 في مجملها؟
22. أسئلة لا تزال الحملة مطالبة بتوضيحها

الخلاصة — السيادة باعتبارها قدرة على الفعل واتخاذ القرار

LODJ

الكتاب الوردي

السيادة الاستراتيجية

تقليص التبعية للخارج
لصون القدرة على الاختيار

تحليل الإجراءات الـ 20 للمحور الخامس من
البرنامج التشريعي لحزب الاستقلال للفترة
2026-2031

إصدار عن هيئة تحرير L'ODJ MEDIA
شتنبر 2026